



**Aux Élus de la nation,
il est temps d'agir avant de subir...**

Paris, le 24 janvier 2019

Mesdames et Messieurs,

Parlons simple, n'utilisons pas des mots pompeux qui ne changent rien à la situation que les citoyens de ce pays vivent au quotidien.

Parlons vrai, mettons de côté les discours électoralistes, qui ne trompent plus personne, revenons aux fondamentaux et au plus proche de l'humain. La crise que nous traversons mérite mieux que cela, les citoyens de ce pays et les électriciens et gaziers également.

Qu'en est-il des beaux discours depuis l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz de notre pays ? La situation des Français s'est-elle améliorée ? Notre indépendance énergétique est-elle toujours aussi d'actualité ? Notre gouvernement est-il sous tutelle de Bruxelles ?

Tant de questions que nous nous posons légitimement au quotidien et pour lesquelles les réponses sont toutes aussi opaques ou souvent instrumentalisées par divers canaux.

Faisons ensemble un point de la situation, dans une société où l'individualisme tend à réduire l'action collective. Les électriciens et gaziers sont souvent la cible d'attaques gratuites. Soyez assurés que lorsque nous nous adressons à vous, ce n'est pas pour la défense de nos soi-disant « privilèges », mais en pleine conscience de notre mission d'intérêt général et de Service Public. Même si, d'aucuns semblent encore aujourd'hui vouloir l'ignorer, nous maintenons ces responsabilités sans jamais faillir au quotidien en métropole et dans les outre-mer.

Depuis Bruxelles, les technocrates, qui ont souvent une méconnaissance réelle de nos activités de terrain, ou qui pensent les connaître après qu'un de leur conseiller ait remis un dossier sur le sujet, bradent nos entreprises d'énergie, fleuron de l'industrie nationale, gage de notre indépendance énergétique.

Alors il est légitime de se poser la question de savoir : qui gouverne réellement la France ?

À force de vouloir être le bon élève de la classe, on sacrifie des pans entiers de nos industries, mais pour qui et pourquoi ? J'ai bien mon analyse de la situation en tant que salarié de nos entreprises, en tant que citoyen, mais faudrait-il seulement nous ENTENDRE et pas seulement nous ÉCOUTER...

Avant que l'Europe ne décide de l'ouverture des marchés d'électricité et du gaz, nos analyses n'ont pas été entendues : il est vrai que les campagnes contre les organisations syndicales sont monnaie courante et la défiance à notre égard, comme pour les politiques d'ailleurs, font leur œuvre dans le paysage français. Nous ne pouvons que le regretter, mais c'est un constat.

AGIR, NE PAS SUBIR !

www.fnem-fo.org

Avant l'ouverture des marchés, nous avions un service public reconnu et apprécié de nos concitoyens. Depuis, les agences ont été fermées, les démarches se sont complexifiées, les délais d'attente se sont allongés, les factures ont augmenté. La précarité énergétique a explosé, mettant des familles dans des difficultés terribles, les conditions de travail des agents se sont dégradées...

Il n'est pas question de dresser un tableau noir à travers ce devoir d'alerte, mais juste de rappeler la réalité, sans polémique aucune, ni intérêt personnel. Au vu de la gravité de la situation, cela n'apporterait rien au débat et ne serait pas à la hauteur du sujet.

La situation que traversent les entreprises d'électricité et de gaz dans notre pays est inquiétante à plus d'un égard et à une période charnière très importante, dans un contexte mondial où l'austérité ne semble pas faiblir. Sous couvert de l'Europe, nos gouvernants décident de brader nos entreprises d'énergie aux lobbyings financiers de tous ordres.

Ce démantèlement repose sur deux prétextes présentés à tort comme étant indispensables à la pérennisation de nos sociétés modernes : la nécessité d'imposer partout en Europe et dans tous les domaines une concurrence libre et non faussée et celle d'une transition énergétique qui ne prend pas en compte les exigences sociales et la réalité industrielle.

Il serait judicieux de se replonger dans les travaux parlementaires de la loi de nationalisation, sur la base du programme du Conseil National de la Résistance, pour comprendre pourquoi à l'époque, on a regroupé et nationalisé les 1 700 entreprises d'électricité et du gaz, à l'exception des entreprises locales de distribution. On apprend toujours beaucoup de l'Histoire... Les orientations actuelles ne constituent qu'un gigantesque pas en arrière.

Depuis, on a privatisé GDF, mis EDF en bourse avec les résultats désastreux que l'on connaît et découpé l'une et l'autre en plusieurs morceaux. Sur cela, et contrairement à ce que je ne cesse de demander, aucun bilan de cette déréglementation n'a été fait et pour cause, le coût de cette désoptimisation du système électrique et gazier en serait accablant ! Mais pourquoi n'a-t-on jamais mis les chiffres sur la table ? Pourquoi continuer cette fuite en avant vers toujours plus de concurrence ?

Nous avons toujours rappelé notre attachement au mix énergétique actuel qui a fait la preuve de son efficacité. Quel non-sens alors que de vouloir ouvrir à la concurrence le domaine de l'hydraulique, pourtant énergie verte et stockable. Les écologistes ont-ils une réponse à cela ? Ou encore, fermer le thermique à flamme : mais comment passerons-nous les pointes ? En important de l'énergie provenant d'Allemagne produite par leurs centrales à charbon ? Quel non-sens encore de fermer la centrale nucléaire de Fessenheim dont l'Autorité de Sûreté Nucléaire a rappelé récemment qu'elle était l'une des plus sûres de France. Quelle logique de se lancer dans un programme massif d'énergies intermittentes très coûteux pour les Français (8 milliards d'euros de soutien public par an avec la prochaine Programmation Pluriannuelle de l'Énergie) alors que notre mix électrique est le plus décarboné d'Europe ? La liste de ces inepties est longue. Vous vous devez de réagir.

Renationaliser nos entreprises, remettre du bon sens en matière de mix énergétique et réintroduire une logique protectionniste y compris au niveau européen : j'y vois du pragmatisme et je l'assume. Sur ce dernier point, la récente décision de la Commission européenne de ne plus taxer les panneaux photovoltaïques chinois, qui va détruire des milliers d'emplois, montre l'absurdité d'une politique d'ouverture à tout-va qui repose sur un dumping social et environnemental, tout en étant financée par les Français.

Si nous ne réagissons pas, des dizaines de milliers d'emplois seront détruits, les factures des citoyens flamberont, le Service Public se dégradera inexorablement, nos entreprises passeront sous des bannières étrangères... Et nous perdrons notre indépendance, avec tout ce que cela implique.

Comment dès lors vouloir relancer l'emploi dans notre pays si ce n'est en développant et défendant nos entreprises, alors que l'énergie en général, l'électricité en particulier reste un atout avec un prix hors taxe parmi les moins chers d'Europe ?

Arrêtons de nous mentir, tout est fait pour diaboliser le Service Public en attaquant les monopoles nationaux. Mais à y regarder de près, tout ce qui a été privatisé s'est au final transformé en monopoles privés.

Face à tant d'hypocrisie, je ne veux pas croire que les citoyens de ce pays soient dupes ni que nos élus ne les protégeront pas activement.

Comprenez-moi, si les choix de politiques industrielles ne sont pas revus rapidement, alors nous serons confrontés à de réelles et graves difficultés à l'avenir. Pas seulement pour le personnel des industries électriques et gazières, comme le pensent certains, mais plus largement pour les citoyens de ce pays et le Service Public Républicain.

Nous avons pourtant produit de nombreux écrits sur les enjeux et les inquiétudes pour nos entreprises. Nous ne sommes pas dans un jeu où les salariés seraient une variable d'ajustement. Nous sommes fiers de nos entreprises et ne nous réjouissons pas de la situation actuelle. La visibilité sur l'avenir est floue, les questions nombreuses et les enjeux vitaux, que ce soit à la production, la distribution, le transport, la commercialisation où personne n'est épargné, aussi bien dans l'électricité que le gaz.

À travers ce courrier, nous souhaitons pouvoir être entendus. Il est temps d'agir : nous ne subissons pas sans réagir. Cela serait de la non-assistance à entreprises en danger.

De nos entreprises, de notre Branche, dépendent l'avenir et l'indépendance de notre pays.

Espérant être enfin entendu.

Vincent HERNANDEZ
Secrétaire général de la fédération FO Énergie et Mines

